

Moins de pétrole mais des idées, plein les Pyrénées !

LE prix du pétrole augmente sensiblement et tourne désormais autour de 60 dollars le baril. Chacun peut le constater en passant à la pompe faire le plein. Ce nouveau choc pétrolier ne résulte pas de péripéties politiques comme les précédents mais bel et bien de l'épuisement des gisements d'hydrocarbures. Il faut donc revoir la politique du tout-camion-tout-bagnole qui est le credo des économies libérales. Dans cette optique le transport ferroviaire, des marchandises comme des voyageurs, retrouve toute sa pertinence. Cette mutation doit s'accompagner d'une nécessaire relocalisation des activités, tant l'actuelle mondialisation débouche sur un gaspillage généralisé des hydrocarbures. Dans la nouvelle donne qui se dessine il faut anticiper si on ne veut pas se retrouver au pied du mur avec nécessité de gérer des pénuries de tous ordres qui déboucheront à plus ou moins long terme sur une économie de guerre.

La remise en service du Canfranc doit être dorénavant envisagée dans cette perspective qui lui donne des atouts supplémentaires et va bien au-delà du simple chemin de fer. Tout d'abord le Canfranc existe aussi bien dans son tracé que dans ses infrastructures. Il n'y a pas à ouvrir dans la montagne et les piémonts nord et sud la balafre de toute infrastructure nouvelle. Le

Canfranc sera électrifié sur toute sa longueur, fonctionnant avec une énergie produite en vallée d'Aspe pour le versant nord. De plus, il est possible de récupérer de l'énergie à la descente et de la renvoyer dans la caténaire. Par ailleurs, le chemin de fer préserve beaucoup plus l'environnement, tout particulièrement en montagne, que la route et les transports routiers. C'est le cas du Canfranc aussi bien en Béarn qu'en Aragon. Il traverse des biotopes relativement préservés, qu'il faut maintenir au maximum, biodiversité et lutte contre le réchauffement climatique, obligent.

Ces considérations très générales ne peuvent qu'emporter l'adhésion. Mais elles se heurtent à la réalité : une ligne fermée côté nord entre Oloron et Canfranc, aucune volonté politique côté français — sauf le soutien opiniâtre de l'exécutif régional d'Aquitaine et de son président Alain Rousset —, *SNCF* et *RFF* qui freinent des quatre fers. En revanche, les autres acteurs partie prenante ne ménagent pas leurs soutiens, que ce soient les Espagnols, aussi bien à Madrid qu'en Aragon (même si la *RENFE* renâcle), ou les gens de Bruxelles. Les faits sont têtus et le CRÉLOC aussi : la ligne doit rouvrir car c'est une nécessité et chaque jour qui passe renforce cette vérité.

ALAIN CAZENAVE-PIARROT
président du CRÉLOC.



Assemblée Générale

L'Assemblée générale
du CRÉLOC aura lieu,

Samedi
17
septembre
2005
à 15 heures.

Salle de la mairie
à Bedous

Cet avis tient lieu de convocation.

Un repas aura lieu auparavant.

Prix et inscriptions auprès
de notre trésorier
Ivan Picau

Nouvelles Brèves

■ La France sur la sellette suite à une plainte aragonaise

La Commission européenne examine une plainte émanant de l'Aragon et qui met en cause la France pour sa lenteur et pour non utilisation de subventions destinées à la réouverture de la ligne.

Cette plainte a été lancée par nos amis de la CREFCO (*Coordinación por la reapertura de la línea Olorón-Canfranc*), relayée par le Chancelier de la communauté autonome d'Aragon et transmise au médiateur européen P. Nikofofos.

On ne sait ce qu'il adviendra de ce recours. Il montre une fois de plus la volonté aragonaise de voir aboutir la réouverture.

Côté français, c'est une vieille habitude de ne pas tenir ses engagements et de faire fi des conventions. Les exemples ne manquent pas qui vont du non-respect du Traité de 1928 à « l'oubli » de la déclaration finale du sommet de Santander et à la mascarade de celui de Saragosse.

■ Le soutien de Madrid

« Le gouvernement espagnol s'en mêle » et soutient l'Aragon. Le directeur de cabinet du premier ministre espagnol a reçu deux heures durant le mercredi 8 juin une délégation de la CREFCO. Il est ressorti de l'entretien que la question Oloron-Canfranc sera officiellement posée par l'Espagne au gouvernement français lors du sommet européen de Barcelone, qui se tiendra au mois de septembre. L'ensemble des Régions françaises et espagnoles concernées seront représentées. Ce sera l'occasion de corriger les résultats calamiteux du précédent sommet de Saragosse. À cette occasion le CRELOC et la CREFCO entendent montrer leur capacité de proposition.

C'est une surprise que nous dévoilerons en temps opportun.

Le Bureau.

■ Action et réflexion vont de pair

Le CRELOC a participé le 25 juin dernier à une journée de réflexion organisée au siège parisien de la SNCF par *France Nature Environnement*. Le séminaire lançait une réflexion qui sera menée sur les douze mois à venir sur le thème :

« Construire en France une politique soutenable des transports de marchandises. »

Les échanges ont vu se succéder de nombreux orateurs, y compris quelques pittoresques représentant des transports routiers. Suite dans les mois à venir.

Le Bureau.



Le CRÉLOC a besoin de nombreux adhérents

Les adhérents cautionnent notre action. Le CRELOC est une association citoyenne qui tire sa légitimité d'un nombre élevé de cotisants. Merci de nous envoyer votre cotisation si ce n'est déjà fait.

Pour 2005, c'est quinze euros, petites coupures et pièces jaunes acceptées, on vous fera un reçu.

Pour 2005, la cotisation de membre s'élève à **15 €**.

Vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre du CRÉLOC chez notre trésorier :

IVAN PICAU
39, chemin Trinité • 64300 ORTHEZ

ou le compte n° 03254200401,
Banque Pouyanne,
12, place d'Armes,
64300 Orthez.

Notre site internet

Entièrement rénové dans sa présentation par PCP, notre maître de la toile, et régulièrement renouvelé dans ses contenus avec, en particulier, cette lettre en ligne, notre site est consultable sur :

<http://intermodalite.com/creloc/>
Mêlé : creloc@intermodalite.com